

Le virus rongeur aussi... les dogmes capitalistes

La pandémie met à nu le système prédateur, à commencer par les fameux 3% de déficit autorisé et la "règle d'or" budgétaire, au nom desquels les exécutifs ont massacré la santé publique. En temps de crise ce n'est pas le patronat mais la puissance publique qui doit régir les secteurs stratégiques de l'économie.

« Ils ne mouraient pas tous, mais tous étaient frappés. » La parabole de La Fontaine dans sa fable *les Animaux malades de la peste* traverse les siècles avec le même à-propos. Le virus ne choisit ni le rang social ni les origines de ses victimes. Dans son universelle cruauté, il trace un funeste trait d'égalité entre les êtres humains et, ce faisant, fait craquer l'épais vernis d'illusions qui recouvre nos sociétés. Et, débarrassées de leur chair grasse, leur squelette n'est pas beau à voir. Car, comme le conclut La Fontaine, seul importe au bout du compte de savoir qui est « *puissant ou misérable* ». Les travailleurs seront-ils à nouveau, comme le baudet de la fable, les victimes expiatoires de la crise actuelle et future ?

C'est toute la construction de la société en classes antagonistes, l'organisation de la production, la condition des travailleurs, la casse des solidarités publiques, les dogmes libéraux, les tares de la construction maastrichtienne de l'Europe, la futilité marchande, le désastre écologique poussant la nature à la vengeance qui s'exhibent crûment sous nos yeux ébahis. Le virus est devenu le grand révélateur du système de prédation qui structure nos existences.

Le moment que nous vivons est celui d'un vaste aggiornamento de la vie collective, d'une prise de conscience générale des inégalités. Nous comprenons ainsi aisément que les mesures de confinement ne peuvent être vécues de la même manière selon la condition sociale des individus. Il en va tout autant du télétravail : aisé voire confortable pour les cadres, il s'avère impossible pour de nombreux salariés et ouvriers. Et il aura fallu plus de deux semaines pour que le gouvernement daigne garantir leur absolue sécurité sanitaire, et plus encore pour commander les fameux masques de protection qui avaient disparu des réserves stratégiques de l'État. Mais « en même temps », la ministre du Travail s'est empressée de commander au secteur du bâtiment de poursuivre son activité...

Le primat du travail

Le travail est ainsi montré dans sa vérité. Chacun s'aperçoit désormais que les salariés qui exercent les métiers les plus essentiels et parmi les plus durs, qui répondent si vaillamment présent, dans les transports, la santé, l'énergie, l'agriculture, la distribution, le ramassage des ordures, les services et la fonction publique, sont en « temps normal » les moins considérés et rémunérés. **Les travailleurs qui bénéficient d'un régime de retraite dit « spécial » le justifient désormais pleinement en montrant non seulement leur utilité, mais aussi la dureté de leur tâche et leur engagement indéfectible au service de l'intérêt général.** Que le « temps normal » nous paraît anormal ! Cette absurde inversion ne peut plus durer. Le virus dévoile le scandale quotidien du mensonge et du grand renversement des valeurs. Les ouvriers et employés doivent pouvoir bénéficier de conditions de travail et d'une retraite dignes. Surtout à l'heure où les retraites par capitalisation s'effondrent avec les marchés financiers,

comme aux Pays-Bas, où le principal fonds de pension, ABP, a annoncé une baisse des retraites pour combler ses pertes.

Qui doit prendre les commandes ?

L'ensemble du monde économique tremble. Dans l'urgence, le ministre de l'Économie a dit envisager des nationalisations. L'hypothèse, mêlée à l'interdiction des licenciements, sème le trouble dans les alcôves du patronat, qui craint qu'elle ne fasse date et que son rôle soit contesté. Car en temps de « guerre », fût-elle sanitaire, ce n'est pas au patronat de définir ce qui ressort des « secteurs stratégiques de l'économie », mais à la puissance publique. Garante de la sécurité sanitaire, elle devrait, avec l'appui des syndicats, prendre les commandes de la production pour répondre aux besoins essentiels. Ceci pourrait servir à remettre sur ses pieds la logique d'un monde plongé dans l'absurde depuis trop longtemps et contribuer à redéfinir la valeur de la production comme le pouvoir de décision dans l'entreprise. Du reste, ce sont bien les travailleurs, dans les usines et représentés au pouvoir, qui ont œuvré au redressement au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Que meurent les dogmes maastrichiens

Les dogmes imposés par l'Union européenne de Maastricht et Lisbonne sont renversés par les événements. D'abord, l'État tant décrié revient au pas de course. Les fameux 3 % de déficit autorisé et la « règle d'or » budgétaire, au nom desquels les gouvernements ont massacré la santé publique, s'effondrent par nécessité. Pourquoi la Commission européenne a-t-elle tant tergiversé pour finalement injecter 750 milliards d'euros non pas dans l'économie réelle, la production et les services publics, mais dans la banque et la finance ? Y aurait-il comme un chantage exercé contre les États pour plus de convergence budgétaire, au moment même où les besoins sont immenses pour faire repartir une activité saine, sociale et écologique ? Cette attitude est irresponsable et mesquine. **L'endettement contraint d'États plongés dans l'austérité au nom de la stabilité monétaire n'est plus acceptable. L'Italie en fait l'amère expérience, la France risque d'y passer** et l'Allemagne de subir les contrecoups d'une hégémonie précaire, construite sur les ressorts pervers de la mondialisation capitaliste.

Le jour d'après... nouveaux Jours heureux ?

Ah oui M. Macron, « *le jour d'après, ce ne sera pas un retour aux jours d'avant* ». Tout un système craque. Le vôtre. Les travailleuses et travailleurs, si durement touchés par cette crise, refuseront de revivre le scénario du désastre. Notre vigilance doit être totale sur les conséquences du texte de loi qui institue l'urgence sociale et sanitaire. Si d'aventure le gouvernement voulait s'en servir pour faire des salariés la chair à canon de sa guerre économique, il trouverait une opposition résolue. Car si toutes et tous sont capables de répondre au défi du redressement une fois le virus dompté, que ce soit à leurs conditions ! Non plus dans la dépendance de la finance et des actionnaires, mais avec les outils qu'ils se choisiront dans leur intérêt qui est aussi l'intérêt général, pour un avenir social, écologique et démocratique. L'aggravation de cette crise va inévitablement créer de nouveaux rapports de forces entre le travail et le capital. Ici, une fois de plus, c'est le travail qui sauve. Un véritable « nouveau monde » passera par sa reconnaissance nouvelle.

Par Patrick Le Hyaric, dans l'Humanité Dimanche du 26 mars